

M. Zorin a aussi demandé que l'on renonce aux armes atomiques et que l'on cesse d'en fabriquer. M. Stassen a proposé qu'on arrête la production de substances fissiles pour fins d'armement un mois après la création d'un organe d'inspection efficace, et qu'une commission technique où siègeraient les cinq puissances commence immédiatement à préparer la fondation de cet organisme; ces propositions étaient elles aussi soumises à un préalable: la ratification d'un traité sur le désarmement.

Les parties ont semblé être d'accord sur les diminutions d'effectifs à opérer en première étape: les armées des États-Unis et de l'Union soviétique seraient ramenées à 2,500,000 hommes et celles du Royaume-Uni et de la France, à 750,000. Ces mesures seraient accompagnées des réductions d'armements correspondantes. La formule soviétique comportait également l'adoption à ce moment d'accords prévoyant des diminutions supplémentaires au cours de la deuxième étape: les États-Unis, l'Union soviétique et la Chine auraient droit à un million ou un million et demi d'hommes, le Royaume-Uni et la France, à 650,000. Les délégués occidentaux ont manifesté leur adhésion au principe des réductions supplémentaires, pourvu que l'expérience prouve l'utilité des diminutions d'effectif et qu'on se soit rapproché de la solution des problèmes politiques.

Les représentants de l'Occident se sont réjouis du progrès que représentait l'acceptation par l'Union soviétique du principe de l'inspection aérienne. Le programme d'inspection soumis par l'URSS leur a cependant paru insuffisant. Le Sous-Comité est ensuite passé aux articles de l'ordre du jour consacrés à la réglementation des engins sidéraux. Bien que toutes les parties en cause aient été d'accord sur l'opportunité de ces mesures, le Sous-Comité n'a adopté aucune disposition précise, ni étudié en détail les questions des zones de limitation et d'inspection.

Le 30 avril, à la fin du premier tour de pourparlers, le représentant soviétique a déclaré que son gouvernement, voyant que les puissances occidentales hésitaient à conclure un accord d'ensemble sur le désarmement, soumettait un nouveau plan de désarmement partiel.² Ce programme comportait essentiellement les points suivants: (1) Réduction en deux temps des forces armées des grandes puissances; les États-Unis, l'Union soviétique et la Chine auraient droit à un million ou un million et demi d'hommes: le Royaume-Uni et la France, à 650,000. (2) Réduction des armements classiques de 15 p. 100 au cours de la première étape. (3) Arrêt immédiat ou interruption des expériences d'armes nucléaires, sans attendre la conclusion d'un accord sur les autres aspects du désarmement. (4) Renonciation à l'usage des armes nucléaires, accompagnée d'un accord sur les armes classiques et de l'engagement d'en arriver à une entente sur l'interdiction absolue et sur la mise au rancart des armes atomiques. (5) Désaffectation progressive des bases à l'étranger. (6) Retrait d'un tiers des troupes postées en Allemagne par les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et l'Union soviétique; réduction considérable de leurs forces dans les régions de l'OTAN et du Traité de Varsovie. (7) Implantation de postes de contrôle dans les ports, aux jonctions de chemins de fer et sur les routes, mais non dans les aéroports. Cette opération se déroulerait, durant la première étape, à l'intérieur d'une zone englobant les territoires des pays signataires du Traité de l'Atlantique Nord et du Traité de Varsovie; cependant, seulement une partie du territoire des États-Unis et de l'Union soviétique serait soumise à ces dispositions. L'implantation de postes de contrôle dans les aéroports serait reportée

² Voir Annexe II.